

Burundi : la campagne électorale s'ouvre comme si le coronavirus n'existait pas

@rib News, 27/04/2020 - Source AFP La campagne pour les élections présidentielle, législatives, et municipales du 20 mai au Burundi a débuté lundi, dans un climat de confiance à l'égard du gouvernement pour sa gestion de l'épidémie de nouveau coronavirus et de répression de l'opposition.

Cette campagne durera jusqu'au 17 mai, selon un décret présidentiel. Elle commence à 06H00 (04H00 GMT) et se termine à 18H00 chaque jour, "toute propagande" en dehors de la période fixée étant interdite. Sept candidats sont en course pour la présidentielle, dont celui du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, le général Evariste Ndayishimiye, présent sur les affiches électorales comme "l'homme fort" du président Pierre Nkurunziza, en poste depuis 2005 mais qui ne se représente pas. Son principal adversaire est le leader historique de l'ex-rébellion hutu des FNL et candidat du parti Conseil national pour la liberté (CNL), Agathon Rwasa. La campagne s'ouvre alors que l'opposition accuse le gouvernement de minimiser volontairement l'épidémie de Covid-19, pour éviter que la population ne s'interroge sur l'opportunité de maintenir les élections. Les autorités, pour lesquelles le pays est protégé par la "grâce divine", n'ont pratiquement aucune mesure de protection spécifique pour les rassemblements électoraux. Le Burundi a recensé officiellement 15 cas de nouveau coronavirus, dont un décès. Une grande effervescence s'est emparée du pays. Dans la nuit, des affiches avec les noms des candidats ont fleuri partout. Des camions et bus sont déjà remplis de militants qui se rendent aux premiers meetings. Le CNDD-FDD doit lancer en grande pompe lundi sa campagne dans la commune de Bugendana, dans la province de Gitega (centre), où il compte réunir des dizaines de milliers de personnes. Le CNL a choisi Ngozi, fief du président Nkurunziza, et a mobilisé des dizaines de bus pour amener des milliers de militants de tous les coins du pays. "La Ceni (Commission électorale) nous a donné des kits constitués de seaux d'eau et de savon pour que les sympathisants qui vont participer aux meetings se lavent les mains, mais on se rend compte que cela ne servira à rien", a expliqué à l'AFP un responsable politique, sous couvert d'anonymat. "Tout le monde aujourd'hui est obnubilé par l'enjeu électoral (...) On va penser à la pandémie plus tard", a-t-il regretté. L'opposition a aussi dénoncé la répression et les intimidations dont elle est l'objet. Dans un communiqué publié lundi, Human Rights Watch (HRW) dit avoir recensé ces six derniers mois plusieurs cas de meurtres, disparitions, arrestations arbitraires, menaces et harcèlement à l'encontre d'opposants summarés. "Il y a peu de doutes que ces élections seront accompagnées par encore plus d'abus, alors que les responsables burundais et les membres des Imbonerakure (la ligue de jeunesse du CNDD-FDD) usent de violence avec une impunité presque totale pour permettre au parti au pouvoir de maintenir son emprise", a déclaré Lewis Mudge, directeur Afrique centrale d'HRW.